

## Arrêt

n° 125 027 du 28 mai 2014  
dans l'affaire X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : X

Contre :

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté**

### **LE PRESIDENT F. F. DE LA IIIe CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 20 juin 2013, par M. X, qui déclare être de nationalité togolaise, tendant à la suspension et à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire – demandeur d'asile, pris le 5 juin 2013.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 14 février 2014 prise en application de l'article 39/73 de la loi précitée.

Vu la demande à être entendu du 20 février 2014.

Vu l'ordonnance du 10 avril 2014 convoquant les parties à l'audience du 16 mai 2014.

Entendu, en son rapport, Mme M. GERGEAY, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me M. KIWAKANA *loco* Me J. BYVOET, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Mme A. KABIMBI, attachée, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

La partie requérante a déposé avant l'audience des documents qui attestent notamment de l'introduction d'une demande d'asile le 27 janvier 2014, soit postérieurement à la prise de l'acte attaqué, ainsi que de sa transmission au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

En conséquence, le Conseil doit déclarer le recours sans objet car la partie requérante se situe désormais dans une nouvelle procédure d'asile dans le cadre de laquelle la partie défenderesse sera amenée, le cas échéant, à prendre une nouvelle décision d'ordre de quitter le territoire.

Le recours doit en conséquence être rejeté.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

**Article unique.**

La requête en suspension et en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-huit mai deux mille quatorze par :

Mme M. GERGEAY,	président f. f., juge au contentieux des étrangers,
Mme Y. AL-ASSI,	greffier assumé.

Le greffier,	Le président,
--------------	---------------

Y. AL-ASSI

M. GERGEAY